



LE GOUVERNEMENT PARLE DE RELANCE MAIS LAISSE STMICROELECTRONICS SUPPRIMER DES EMPLOIS ET FAIRE DU CHOMAGE PARTIEL

REAGISSONS ! SOYONS NOMBREUX POUR L'ACTION INTERSYNDICALE DU **29 JANVIER !**

Les annonces de suppressions d'emplois « précaires » et de chômage partiel se succèdent dans les unités industrielles de ST-France.

- A Tours, au CE du 18/12, une semaine par mois de chômage en janvier, février et mars ;
- A Crolles, au CE du 5/1/2009, une semaine de chômage au premier trimestre pour Crolles 200 et Crolles 300;
- A Rousset, une mesure similaire à Crolles est attendue au CE du 9/1.

Il s'agit dans tous les cas de chômage partiel par rotation (sans arrêt des « Fabs », mais avec un effectif réduit), touchant les personnels qui ne sont pas au forfait jour des unités industrielles. Ces mesures s'ajoutent aux contraintes – dont certaines illégales – sur les congés de tous les salariés. En parallèle, les directions annoncent des reports d'investissements et la fin des contrats intérimaires ou précaires, ce qui aboutit à des centaines d'emplois en moins. (par exemple : 130 en moins pour le seul site de Crolles d'ici fin mars).

Quant au chômage partiel, il représente une « économie » limitée pour ST, mais pénalise fortement les salariés de la partie industrielle, les salaires les plus bas. La direction se félicite que la perte de salaire ne soit « que » de 10% par mois. Mais 10%, c'est énorme pour des bas salaires ! Nous ne gagnons pas le salaire et les « bonus » de M.Bozotti qui s'élevaient en 2007 à 111 121 € mensuel (base 1€ à 1.3\$)!

Ces mesures sont un très mauvais signe concernant l'avenir. ST n'aurait elle de l'argent que pour les salariés qui veulent la quitter, comme le montrent les aides versées au travers de l'accord GAMAE ? « **On te paye pour partir, mais on te fait payer pour rester** », c'est cela l'avenir à ST ?

Il est scandaleux qu'une entreprise comme la notre réagisse à la crise comme une PME qui elle, peut avoir de réels problèmes. En effet, ST n'est pas n'importe quelle entreprise.

- ST est dans une excellente situation financière : son endettement net ne représente que 3% du chiffre d'affaires
- ST peut diminuer le versement de dividendes. En 2008 ceux-ci ont représenté l'équivalent de 4500 € par salarié (effectif ST Monde : 52000 salariés)
- ST a les moyens financiers de supporter une baisse du chiffre d'affaires en 2009
- ST est une société « high tech » dans un secteur jugé stratégique pour l'économie ;
- ST a pour actionnaire de référence les états français et italien
- ST est fortement subventionnée par les pouvoirs publics, les collectivités locales
- En septembre 2008 , M. Fillon, premier ministre a annoncé plus de 500 Millions de subventions nouvelles (programme Nano 2012 pour Grenoble et Crolles)

On constate un durcissement progressif de la direction, tant sur le plan des congés que du chômage, qui outre une gestion « financière » à courte vue, prépare le terrain pour des mesures plus dures, que ce soit dans la partie industrielle ou ailleurs (JV etc.).

Et dire que ST se targue de recevoir un prix – décerné par des officines complaisantes – pour **son programme de développement durable notamment sur le plan social !!**

Il s'agit probablement aussi pour la direction d'envoyer un « message menaçant » aux pouvoirs publics, pour les inciter à débloquer les aides et subventions annoncées, qui pour l'instant en sont restées au stade de l'annonce. Sachant que ST veut obtenir les subventions tout en restant « libre » sur le plan social de faire ce qu'elle veut.

La CGT considère qu'il est indispensable de réagir avec énergie.

**En veillant à ce que le soutien à notre industrie soit maintenu ;
En exigeant que les pouvoirs publics conditionnent ce soutien à une politique opposée à celle menée par la direction .**

C'est à dire, ne pas recourir au chômage partiel alors que ST n'est pas globalement en difficulté, ne pas « virer » les précaires, développer l'emploi au lieu de préparer des licenciements ou d'accélérer les restructurations, développer l'outil industriel et la R&D.

Maintenir l'emploi, l'investissement, et les salaires et « économiser » sur les dividendes versés.

Au moment où le gouvernement parle de relance, qu'il commence par utiliser son pouvoir d'actionnaire pour empêcher ST de rajouter de la crise à la crise.

Il faut remplacer le chômage partiel par un grand plan de formation, permettant de préparer l'avenir, et d'augmenter la compétence des salariés. Et ce sans aucune perte de salaire et sans atteinte à aucun de nos droits (congés, augmentations de salaire etc.). Cette même démarche « d'avenir » doit exister aussi pour la partie R&D, design etc.

Cette MOBILISATION pour défendre notre industrie, nos emplois, nos droits, est INDISPENSABLE A ST.

Mais il n'échappe à personne que les salariés sont partout confrontés à une même politique patronale. Partout se multiplient les « chômages partiels », les plans « sociaux », les congés « forcés » .

Alors que l'Etat aide les banques et les entreprises, les salariés payent seuls la crise bien qu'ils ne soient en rien responsables. **Où est la « relance » pour les salariés ?** Alors que la crise actuelle est fortement liée à un déséquilibre de la répartition des richesses au profit des revenus du capital, qui a alimenté la spéculation financière, tout est fait pour maintenir les mêmes taux de marge, les mêmes taux de rentabilité excessifs, les mêmes versements exagérés de dividendes, les mêmes rémunérations faramineuses des dirigeants. Ce faisant, la crise est payée par les salariés.

C'est pour cette raison qu'une manifestation nationale et intersyndicale est organisée le 29 janvier 2009. Tous les syndicats français y appellent. Tous les secteurs de la population, du privé, du public etc. sont concernés.

***C'est dans cet esprit combattif que nous vous présentons
nos meilleurs vœux !***